

pour la démocratie et la liberté

Novembre 1932, partout en Europe et aux Etats-Unis c'est la crise économique. Depuis dix ans le fascisme règne en Italie, toutes les libertés sont supprimées. Les procès politiques se suivent. En Allemagne Hitler prépare le dernier assaut décisif qui le conduira au pouvoir le 30 janvier 1933.

A Genève, l'Union Nationale de Géo Oltramare rêve d'instaurer en Suisse une dictature fasciste. L'un de ses membres siège depuis deux ans au Conseil d'Etat à côté des Radicaux et Libéraux. Leurs défilés en uniforme dans les rues n'ont qu'une cible : le Parti socialiste de Léon Nicole, et avec lui, tout le mouvement syndical et la gauche genevoise.

Brève chronologie

Pourquoi serrais-je là le 9 novembre pour commémorer la mort d'anciennes victimes de l'Etat répressif Héliétique?

Tout d'abord car pour moi la liberté de penser et de manifester sont des droits fondamentaux dont tout le monde sur cette terre devraient avoir et usager.

En 1932, des gens sont mort à Genève a cause de leurs idées et de leurs mécontentement face a un fascisme grandissant et criminel ce qu'il a toujours été. De 1932 a aujourd'hui rien n'a changé: Quand le peuple se soulève, il est toujours réprimé par l'état bourgeois en se servant de son armée et de sa police.

A l'époque, l'armée intervenait contre le prolétariat pour qu'il reste tranquille et éviter qu'il se soulève comme ce qu'il s'est passé dans la plupart des pays européens a cette époque.

Aujourd'hui et on le voit bien, elle ne sert plus à rien, plus besoin de se protéger d'éventuels envahisseurs étrangers mais pour continuer a se protéger du prolétariat qui se fait toujours menaçant.

La Suisse a toujours été un état répressif, aujourd'hui selon le récent rapport du Conseil fédéral sur l'extrémisme en Suisse, l'extrême gauche constitue un risque important pour la démocratie.

On peut donc s'attendre a une répression encore pire dans les jours a venir voir à une diminution de certains droits fondamentaux tels que la liberté d'opinion, de réunion et d'association.

Ces mesures sont scandaleuses!

Protestons pour des libertés plus larges et contre cet état répressif !

Florian, militant communiste

1930 Elections cantonales : le Parti socialiste qui compte 37 sièges au Parlement genevois n'est pas représenté au Conseil d'Etat, où on n'y trouve que des représentants de la droite*.

1931 La gauche dénonce toute une série de scandales politiques et financiers, un Conseiller d'Etat radical démissionne.

1932 La Suisse compte 4 millions d'habitants et 54'000 chômeurs. Genève compte 178'374 habitants, 93'249 sont actifs et 29'514 sont assurées contre le chômage. Plus de 8'000 personnes sont au chômage, dont 1410 seulement reçoivent des secours des caisses d'assurance chômage.

Février Lors de la Conférence pour le désarmement à Genève le Conseil d'Etat fait appel à l'armée, des mitrailleuses sont montées sur des camions des travaux publics.

Juin La fusion de l'Ordre politique national (OPN, parti fasciste) et de l'Union de défense économique (UDE, issue des milieux patronaux) crée l'Union nationale (UN).

5 novembre apparition sur les murs de la ville de l'affiche annonçant la « Mise en accusation publique des sieurs Nicole et Dicker » pour le mercredi 9 novembre à 20h30 dans la salle communale de Plainpalais.

6 novembre Le Parti socialiste demande l'interdiction de l'assemblée de l'UN.

7 novembre Réponse négative du Conseil administratif de la Ville de Genève.

8 novembre Réponse négative du Conseil d'Etat genevois. L'assemblée générale du Parti socialiste décide d'une contre-manifestation pour le lendemain.

9 novembre 17h30 Arrivée à Genève des 610 soldats envoyés par le Département militaire fédéral à la demande du Conseil d'Etat genevois du même jour.

19h10 Arrivée des premiers contre-manifestants.

20h30 Début du meeting de l'Union nationale.

21h15 La 1ère compagnie, soit 108 hommes, se déplace du boulevard du Pont-d'Arve vers la rue de Carouge, elle traverse la foule de la queue de la contre-manifestation de la gauche, 18 soldats sont désarmés.

21h34 La troupe est rassemblée dos au mur du Palais des expositions et, sur le commandement du Major Perret, ouvre le feu : 150 coups sont tirés provoquant la mort de 13 personnes** et en blessant 65.

*TURRETINI Edmond (Parti national démocratique, appelé dès 1961 Libéraux) - Justice et police et militaire (1925-1933) Travaux publics (1930-1933) / DESBAILLETS Alfred, Radical - 20 novembre 1927 au 4 décembre 1933 Intérieur / LACHENAL Paul, Radical - 23 novembre 1930 au 7 décembre 1936 Instruction publique / MARTIN Frédéric, Indépendant-démocrate-chrétien - 23 novembre 1930 au 4 décembre 1933 Justice et police et militaire / BRON Antoine, Radical-libéral, Commerce et industrie (1924-1927), Assistance, hygiène et assurance (1930-1931), Commerce et industrie (1931-1933) / PICOT Albert, Libéral - Finances et contributions (1931-1933), Commerce, industrie et militaire (1933-1945), Instruction publique (1946-1954) / GROSSELIN Eric, Radical - 25 octobre 1931 au 4 décembre 1933 Assistance, hygiène et assurances. Albert NAINE du Parti socialiste, élu en 1930 n'a pas accepté de siéger vu la configuration politique du Conseil d'Etat.

** Les 13 victimes de la tuerie du 9 novembre 1932 : Henri Fürst, 38 ans, mécanicien, président du Parti communiste genevois (le premier à avoir été abattu) - Francis Clerc, 54 ans, fraiseur (dont le fils faisait partie des recrues venues de Lausanne) - Edouard Quillet, 34 ans, employé à l'Armée du Salut - Edmond Junod, 29 ans, mécanicien - Jean-Pierre Larderaz, 23 ans, employé de commerce - Emile Henry, 55 ans, batelier - Gabriel Loup, 57 ans, patron boulanger - Oscar Maurer, 25 ans, employé de banque (tué alors qu'il sortait des cours du soir) - Emile Guignet, 27 ans - Melchior Allemann, 31 ans, employé d'hôtel, militant socialiste - Hans Brugger, 28 ans - Alphonse Kolly, 41 ans - Marius Rattaz, 36 ans, régent principal à Chêne bourg, mort le 14 novembre des suites de ses blessures.

sécurité de l'État: come-back du Péril rouge

Fin août 2004, le Conseil fédéral publie un rapport sur l'«extrémisme en Suisse» venant des services du département de M. Blocher. L'extrême gauche serait à considérer comme une «menace sérieuse» pour notre démocratie ! Ce rapport prépare le terrain de nouvelles mesures de police politique préventive, de fichage massif et d'écoutes téléphoniques d'«activistes».

Ces mesures s'inscrivent dans le vent de restriction des libertés et de répression: citant une résolution du Conseil de l'Europe de 2003 et ainsi résumée: «L'Assemblée conseille au gouvernement de contrer l'extrémisme en prenant des mesures législatives visant à limiter l'exercice de certains droits fondamentaux tels que la liberté d'opinion, la liberté de réunion et la liberté d'association...»

On vise les «violents». Mais attention: «Sont considérés comme portés à la violence les extrémistes qui, de par leur opinions politiques et leur façon de paraître en public, manifestent leur aptitude à faire usage de la contrainte physique, mais qui, pour des raisons stratégiques ou tactiques, ne font pas toujours preuve de militantisme...»

Vous avez des opinions contraires «aux valeurs fondamentales de la démocratie et aux principes de l'ordre» tels que les conçoit la bourgeoisie helvétique, ça suffira pour être vu comme un extrémiste «porté à la violence», même si vous êtes partisan convaincu d'une action non-violente, même si votre «militantisme» est en sommeil. Carte blanche pour une chasse au sorcières de la plus belle eau mccarthyiste...

Extrême droite: épiphénomène ponctuel...

Le rapport minimise les dangers d'extrême droite: «Les activités des extrémistes de droite ne sont pour l'heure pas de nature à menacer de manière notable la

sécurité intérieure de la Suisse», se limitant à «perturber ponctuellement [...] la tranquillité, l'ordre et la sécurité publics.»

Absente du chapitre sur la droite extrême, bien sûr, son articulation avec l'UDC blochérienne, qui offre gîte et couvert «respectable» à des pro-fascistes avérés, comme le député Pierre Schifferli à Genève, partisan déclaré d'Augusto Pinochet. Autre exemple: Ulrich Schlüer, porte-parole influent de l'UDC, n'est-il pas responsable d'annonces dénonçant le «danger» de voir ici «Les Musulmans bientôt en majorité!»

A gauche: péril structurel!

«La notion d'extrémisme de gauche est générique: elle s'applique au communisme, au marxisme, au léninisme, à des pans du socialisme et à l'anarchisme» affirme par contre le rapport.

Quant au «degré de cette menace» on lit: «le marxisme n'a pas été vaincu par la force militaire et ses protagonistes n'ont pas été jugés sur des bases de droit international public» contrairement au Ilse Reich. On déplore donc que «cette menace n'est plus estimée à sa juste valeur», que sa surveillance serait «devenue moins systématique» de la part d'«organes de prévention» s'étant – à tort – «concentrés sur l'extrême droite.»

«Abus» de démocratie

En outre: «La gauche extrême et violente constitue un risque pour la sécurité intérieure de la Suisse qu'il ne faut pas sous-estimer, car elle parvient régulière-

ment à détourner des questions politiques à son profit et à les radicaliser. Pour ce faire, elle utilise les institutions de l'Etat à mauvais escient et profite des droits démocratiques.»

Qu'on réussisse à empoigner des thèmes politiques et sociaux: privatisations, assurances sociales, fiscalité... en les liant à une critique de fond du système et «profiter des droits démocratiques» pour permettre aux gens de se défendre contre le rouleau compresseur néolibéral, voilà l'«abus», l'usage de la démocratie à «mauvais escient!»

On passera sur les élucubrations policières concernant l'analyse du «milieu» d'extrême-gauche évalué à 2000 personnes. Signalons juste – comme échantillon – que dans cet effectif on compte «les quelques 300 squatteurs de la seule ville de Genève.» L'occupation de logements vides comme réponse à un besoin social ou à la crise du logement sont réduits à une manifestation de l'hydre anarcho-communiste. La dénonciation des spéculateurs immobiliers ne relève-t-elle d'ailleurs pas de cette «doctrine dualiste des bons et des méchants» caractérisant les extrémistes!

Bref, ce rapport veut concaincre que militant-e-s du mouvement social, syndicalistes, démocrates conséquent-e-s menacent la sécurité de l'Etat.

Chacun doit se rendre compte de l'actuel danger de la dérive liberticide et antidémocratique, dont ce rapport est symptomatique.

se souvenir et agir

**mardi 9 novembre 2003
à 17h30 sur la Plaine de Plainpalais**

Communauté genevoise d'action syndicale; Parti du travail; Parti socialiste genevois; solidaritéS; Parti écologiste genevois;
Les Communistes; Jeunesses Alternatives; AVIVO; Collectif 14 juin; Groupe pour une Suisse sans armée; Université populaire albanaise; Association de soutien aux combattants des Brigades internationales; Association Maison populaire de Genève; Comité Amérique centrale; Memoria Viva; ¿Donde Están?; Operación Condor; Organisation socialiste libertaire;

allocutions près de la Pierre
vin chaud & musique

18h34 dernier hommage
par citation des treize victimes de 1932